



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE **DU MERCREDI 20 JUIN 2012**

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	M. MONTEYREMAR
ANJOU	M. ROZIER, Mme FENOY
ASSIEU	M. MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD, M. RONZEL
CHANAS	MM. MALATRAIT, BOUCHERAND
LA CHAPELLE DE SURIEU	MM. GIRARD, GONTARD
CHEYSSIEU	M. COUTURIER
CLONAS SUR VAREZE	Mme BADIN, M. LONGEAN
PEAGE DE ROUSSILLON	Mme MASSON, MM. GABET, VILLEMAGNE
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme. DUGUA, M. CONTAMIN
ROUSSILLON	MM. BERTHOUD, BEDIAT, TAALBA
SABLONS	Mme DI BIN, M. THOMAS
ST ALBAN DU RHONE	M. JARRET
ST CLAIR DU RHONE	M. NEMOZ, Mme DUPENT, M. MEYRAND
SAINT MAURICE L'EXIL	M. CHARVET, Mme HOLT, MM. CHAVANON, CLOIX, FABBRI
SAINT PRIM	M. BARRAUD
ST ROMAIN DE SURIEU	MM. MOUCHIROUD, VINCENDON
SALAISE SUR SANNE	MM. FRAYSSE, VIAL
SONNAY	M. PRAS
VERNIOZ	M. SCHRICKE
VILLE SOUS ANJOU	MM. SATRE, THIVOLLE

EXCUSES AVEC POUVOIR : M. ASTRUC à M. MONTEYREMAR, M. MONIN à M. MONNET, M. GUERRY à M. BOUCHERAND, Mme DAMIAN à Mme MASSON, M. JULLION à M. VILLEMAGNE, Mme DIHL à M. BERTHOUD, M. BARRIER à M. GABET, M. CHAMBON à M. JARRET, Mme GUILLON à Mme DUPENT, M. ESSON à M. NEMOZ, M. MONDANGE à M. CHAVANON, M. CROUAIL à M. VIAL, Mme GIRAUD à M. CHARVET, Mme MEDINA à M. FRAYSSE, M. ROUX à M. SCHRICKE.

EXCUSES : Mmes RICHOUX, XAVIER, MM. FORCHERON, GALERA, BONNETON, CHASSAING, MARTINEZ P., DUMAS, MARTINEZ D., GERIN, GELAS.

M. Yves SCHRICKE a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire en demandant une minute de silence en hommage à Maurice Poirier, ancien maire de Roussillon, ancien conseiller général du canton de Roussillon et ancien président de nombreux organismes intercommunaux. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la séance du 9 mai dernier.

1/ Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

- Serge Rault présente le FPIC à partir d'un document joint au présent compte-rendu qui intègre les propositions de répartition faites par le bureau au conseil communautaire.

Le FPIC a pour objet de prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour les reverser à d'autres intercommunalités et communes. Son montant s'établit à 150 M € en 2012, 360 M € en 2013 pour atteindre plus d'1 MM € en 2016.

Le FPIC repose sur plusieurs principes :

- L'ensemble intercommunal devient la notion de référence : celui-ci se compose de l'EPCI et de ses communes membres.
- La mesure de la richesse se fait à l'échelon intercommunal en additionnant richesse de l'EPCI et de ses communes membres.
- Un nouvel indicateur de ressources est créé : le potentiel financier agrégé (PFIA). Celui-ci intègre la quasi-totalité des recettes fiscales déterminées en appliquant aux bases locales les taux moyens nationaux d'imposition ainsi que les dotations forfaitaires.
Afin de tenir compte du poids des charges dont le niveau par habitant s'accroît en fonction de leur taille, les populations retenues pour le calcul des PFIA sont corrigées par un coefficient variant de 1 à 2 en fonction croissante de la taille de la population.
- Sont contributeurs au FPIC les EPCI dont le PFIA par habitant est supérieur à 0,9 fois le PFIA agrégé moyen constaté au niveau national.
- Les bénéficiaires du FPIC sont déterminés à partir d'un indice synthétique composé à 60 % du revenu par habitant, 20 % du PFIA, 20 % de l'effort fiscal.
Un EPCI peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC.
- La répartition du prélèvement entre l'EPCI et les communes se fait en 2 temps : dans un premier temps entre l'EPCI et les communes, dans un second temps entre les communes membres.
La répartition de droit commun se fait en fonction de la richesse respective de chaque membre de l'espace territorial, mesurée par sa contribution au Potentiel Fiscal agrégé. Des répartitions dérogatoires sont prévues sous certaines conditions.

- Les éléments transmis par la Préfecture font ressortir que l'ensemble intercommunal de la communauté de communes du pays roussillonnais fait l'objet d'un prélèvement global de 397 830 € et ne peut prétendre à aucun reversement du FPIC.

Le prélèvement de 397 830 €, selon la procédure de droit commun, est réparti comme suit : 116 330 € pour l'EPCI et 281 500 € pour les communes membres. La CCPR concourt donc à la richesse globale de l'ensemble intercommunal pour 29,24 % et les communes pour 70,76 %. La répartition de droit commun entre les communes membres s'établit comme suit :

Agnin :	2 328 €	Clonas sur Varèze :	4 655 €	
Anjou :	1 779 €	Le Péage de Roussillon :	22 032 €	St Maurice l'Exil : 59 001 €
Assieu :	2 564 €	Les Roches de Condrieu :	4 484 €	St Prim : 3 074 €
Auberives sur Varèze :	3 632 €	Roussillon :	37 311 €	St Romain de Surieu : 640 €
Bougé Chamalud :	3 528 €	Sablons :	8 430 €	Salaise sur Sanne : 69 893 €
Chanas :	11 266 €	St Alban du Rhône :	5 388 €	Sonnay : 3 258 €
La Chapelle de Surieu :	1 154 €	St Clair du Rhône :	29 786 €	Vernioz : 2 436 €
Cheyssieu :	2 404 €			Ville sous Anjou : 2 456 €

- Les indicateurs suivants ressortent de l'examen des fiches financières :

- Un PFIA / habitant de 968,02 € pour le pays roussillonnais et de 666,61 € pour la moyenne nationale : la CCPR est donc contributeur du FPIC.
- Un indice synthétique 0,945231 pour la CCPR et de 1,106674 pour la moyenne nationale : la CCPR n'est donc pas attributaire du FPIC.
- Un revenu moyen par habitant CCPR de 11 556,96 € inférieur à la moyenne nationale de 12 911,80 €.
- Un effort fiscal par habitant CCPR de 0,761360 inférieur à la moyenne nationale de 1,110131.

- La réglementation prévoit 2 modes de répartition dérogatoire du prélèvement au sein de l'ensemble intercommunal, sous réserve du vote d'une délibération prise avant le 30 juin de l'année de répartition :

- Répartition dérogatoire n°1 : par délibération prise à la majorité des 2/3 du conseil communautaire, la répartition s'effectue entre l'EPCI et ses communes membres en fonction du CIF, le prélèvement restant étant réparti entre les communes au prorata de leur contribution au potentiel fiscal agrégé (ce prélèvement peut être modifié pour tenir compte de l'écart de revenu par habitant, de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier et de critères complémentaires).
- Répartition dérogatoire n°2 : par délibération prise à l'unanimité, le conseil communautaire peut procéder à une répartition interne, selon des modalités librement fixées.

Les délibérations prises par les EPCI ont vocation, sauf indication contraire, à s'appliquer à toutes les répartitions du FPIC à compter de l'année 2012 et pas strictement à celles de l'année 2012.

- Le Bureau propose au conseil communautaire une répartition dérogatoire du FPIC, selon des modalités librement fixées, qui impose donc un vote à l'unanimité du conseil communautaire. Cette répartition dérogatoire repose sur la méthode de calcul suivante :

Le rapport entre le montant prélevé de droit commun sur les communes de la CCPR (281 499 €) et la population INSEE de la CCPR (50 739 habitants) donne un montant de 5,55 € / habitant.

Il est proposé que la CCPR prenne en charge la participation des communes au FPIC à concurrence de ce chiffre de 5,55 € par habitant. 18 communes seraient de ce fait totalement exonérées de participation au FPIC et les 4 dernières auraient leur participation réduite du montant déterminé par l'opération : « 5,55 € x nombre d'habitants ».

- La mise en application de cette méthode de calcul donne les résultats suivants :

Commune	Montant prélevé de droit commun	Population 2012 INSEE	Montant / habitant	Prélèvement CCPR	Prélèvement COMMUNES
Agnin	2 328	966	2,41	2 328	
Anjou	1 779	984	1,81	1 779	
Assieu	2 564	1 320	1,94	2 564	
Auberives sur Varèze	3 632	1 474	2,46	3 632	
Bougé Chambalud	3 528	1 261	2,80	3 528	
Chanas	11 266	2 374	4,75	11 266	
La Chapelle de Surieu	1 154	684	1,69	1 154	
Cheyssieu	2 404	1 054	2,28	2 404	
Clonas sur Varèze	4 655	1 506	3,09	4 655	
Le Péage de Roussillon	22 032	6 770	3,25	22 032	
Les Roches de Condrieu	4 484	1 990	2,25	4 484	

Roussillon	37 311	8 125	4,59	37 311	
Sablons	8 430	2 018	4,18	8 430	
St Alban du Rhône	5 388	895	6,02	4 967	421
St Clair du Rhône	29 786	3 951	7,54	21 928	7 858
St Maurice l'Exil	59 001	5 874	10,04	32 601	26 400
St Prim	3 074	1 199	2,56	3 074	
St Romain de Surieu	640	325	1,97	640	
Salaise sur Sanne	69 893	4 270	16,39	23 699	46 195
Sonnay	3 258	1 324	2,46	3 258	
Vernioz	2 436	1 212	2,01	2 436	
Ville sous Anjou	2 456	1 163	2,11	2 456	
TOTAL	281 499	50 739	5,55	200 626	80 874

- Les observations suivantes sont émises :

- Vincent Couturier évoque le devenir du FPIC. Il est répondu que la réglementation actuelle prévoit une hausse régulière du FPIC. Il apparaît cependant que le FPIC suscite de nombreuses critiques notamment du fait de la réforme de la fiscalité locale qui est intervenue en même temps, et qui pénalise les territoires créateurs de richesses économiques. Une réforme de ce texte est donc attendue.
- Christine Masson relève que si de nombreux élus demandaient une péréquation horizontale, le mode de calcul retenu suscite des injustices puisqu'une commune pauvre dans un territoire riche peut être appelée à contribuer au FPIC, ce qui est le cas de la commune du Péage de Roussillon.

- Le conseil communautaire unanime vote en faveur du mode de répartition dérogatoire proposé par le bureau élargi de la CCPR.

2/ Subventions 2012.

- Francis Charvet présente les propositions de subvention 2012 validées par le bureau.

Ets scolaires pour voyages	10 000,00 €
Foyer Lycée Professionnel de l'Edit Club aéromodélisme	1 300,00 €
Association sportive Lycée Roussillon	1 250,00 €
Association sportive Collège Roussillon	1 250,00 €
Association sportive Collège St Maurice	1 250,00 €
Association sportive Collège Salaise	1 250,00 €
Foyer collège Roussillon	850,00 €
Foyer collège St Maurice	850,00 €
Foyer collège Salaise	850,00 €
Foyer lycée de l'Edit	850,00 €
Foyer SEGPA (Section d'enseignement professionnel adapté)	260,00 €
ALCALY	7 500,00 €
Chambre agriculture	17 426,00 €
Comité territorial Isère Rhodanienne	2 000,00 €

MIJIR	81 695,00 €
Amicale du personnel	23 300,00 €
Service remplacement agricole de Roussillon	2 600,00 €
ADEIR (Association pour le Développement Economique de l'Isère Rhodanienne)	3 400,00 €

GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification du Nord Isère et de l'Isère Rhodanienne)	5 000,00 €
RPI (Rhône Pluriel Initiative)	27 906,45 €
SUPAIRE	13 624,00 €
UMIJ (Union Mutualiste pour l'habitat et l'Insertion des Jeunes)	55 000,00 €
Trait d'Union	30 100,00 €
Ecole de la seconde chance	15 000,00 €
APRESS	27 391,00 €
Jeunes sapeurs pompiers	5 500,00 €
Maison de pays	130 000,00 €
Maison de pays subvention exceptionnelle	14 000,00 €
Mutuelle Iséroise des Fonctionnaires des Collectivités Territoriales	9 000,00 €
Mutuelle Générale de l'Education Nationale	600,00 €
Hopital Lucien Hussel (poste MDA)	11 500,00 €
PREVENIR	26 000,00 €
PREVENIR (collecte haricots)	3 000,00 €
Vivre Libre	600,00 €

Les explications suivantes sont données :

- Participation aux voyages scolaires d'une durée de plusieurs jours des élèves des 3 collèges publics (Roussillon, Salaise, St Maurice l'Exil) et du lycée de l'Edit. Cette aide est calculée sur la base de 12 € / enfant / voyage pour les séjours en France et 15 € / enfant / voyage pour les séjours à l'étranger. Une enveloppe prévisionnelle de 10 000 € reste affectée mais n'est bien évidemment consommée qu'en fonction des séjours effectués. Proposition de maintenir les tarifs de 12 et 15 €.
- La cité scolaire de l'Edit développe une formation aéronautique Brevet d'Initiation Aéronautique. Les cours théoriques se déroulent à la cité scolaire de l'Edit et les cours pratiques sur les terrains d'aviation du Creux de la Thine. La participation prévisionnelle pour cette année est de 1 300 €.
- Associations sportives lycée et 3 collèges : proposition de 1 250 € / association.
- Foyers lycée et 3 collèges : proposition de 850 € / foyer et une subvention spécifique de 260 € au foyer de la SEGPA.
- La CCPR règle les adhésions des 22 communes à ALCALY. Les cotisations 2012 ne sont pas encore connues d'où un montant prévisionnel de 7 500 €.
- La CCPR participe au fonctionnement de l'antenne locale de la chambre d'agriculture. Il est proposé de maintenir pour 2012 les crédits 2011 : 17 426 € au titre de la chambre d'agriculture et 2 000 € pour le comité territorial de l'Isère Rhodanienne.
- La subvention MIJIR se décompose en 2 éléments :
 - Une subvention générale : 69 722 € calculée sur la base de 1,40 € par habitant pour une population de 49 801 habitants.
 - Une subvention de 11 973 € pour l'atelier contact entreprise de Roussillon, cofinancé par le Conseil Régional dans le cadre du contrat d'objectif.
- La subvention amicale du personnel, d'un montant de 23 300 €, intègre plusieurs éléments :
 - Une prime de vacances d'été attribuée en fonction du nombre d'enfants des agents de la CCPR éligibles au supplément familial. (120 € par enfant rapporté au prorata du temps de travail de l'agent). La dépense estimative est de l'ordre de 12 000 €.
 - Le cadeau de Noël pour les enfants de moins de 16 ans s'établit à 60 € par enfant. 105 enfants sont recensés, soit une dépense prévisionnelle de 6 300 €.
 - La CCPR apporte aussi une aide de 3 000 € à l'organisation de la fête de Noël (spectacle, lunch...).
 - La subvention de fonctionnement de l'Amicale qu'il est proposé de maintenir à 2 000 €.

- Les subventions service de remplacement agricole, ADEIR, GEIQ sont proposées à un niveau identique à 2011.
- La subvention à Rhône Pluriel Initiative, qui attribue des prêts d'honneur à des créateurs – repreneurs d'entreprise, poursuit sa progression : 0,30 € / habitant en 2008, 0,40 € en 2009, 0,45 € en 2010, 0,50 € en 2011 et 0,55 € en 2012. La subvention 2012 s'établit de ce fait à 27 906,45 € pour une population de 50 739 habitants.
- La demande de subvention 2012 de l'association SUPAIRE s'établit à 13 624 €.
- La subvention de l'Union Mutualiste pour l'Habitat et l'Insertion des Jeunes (UMIJ), au titre de l'hébergement temporaire, s'élève à 55 000 €.
- La demande de subvention 2012 de Trait d'Union s'établit à 30 100 €.
- Intégration de la subvention de 15 000 € pour l'école de la 2nde chance conformément au vote du dernier conseil communautaire.
- La subvention APRESS est calculée sur la base de 0,55 € / habitant ce qui établit la subvention 2012 à 27 391 € pour une population de 49 801 habitants.
- Jeunes sapeurs-pompiers : il est proposé de maintenir la subvention 2012 à son niveau 2011.
- La Maison de Pays dispose de 2 types de subventions :
 - Une subvention de fonctionnement qu'il est proposé de maintenir à 130 000 €.
 - Des subventions pour des actions spécifiques pour un montant de 14 000 €.
- Prévoyance et Mutuelle : baisse du montant de ces subventions liée à des régularisations effectuées sur 2011 et à des avances sur 2012 faites en 2011.
- Subvention de financement du poste à mi-temps de psychologue affecté à la maison des adolescents.
- La subvention de 26 000 € à l'association PREVENIR a pour objet le financement d'un mi-temps de cadre technique affecté aux chantiers éducatifs. Une subvention spécifique de 3000 € a déjà été versée pour l'opération collecte des haricots.
- La subvention à l'association Vivre Libre, association traitant de la maladie alcoolique, est motivée par des actions de sensibilisation menées au sein du collège Frédéric Mistral.

- Plusieurs observations sont émises :

- Christine Masson propose une provision de subvention de 3 000 € pour l'association Commerce et Savoir Faire du fait des perspectives d'implication de la CCPR dans l'aide au commerce.
- Sur question de Gilles Ronzel, il est précisé que la subvention à l'hôpital Lucien Hussel est affectée au poste de psychologue à mi-temps géré par la Maison des Adolescents, dans la continuité du Point d'Accueil Ecoute Jeunes.
- Christine Masson précise que Rhône Pluriel Initiative tient des permanences en mairie de Péage de Roussillon à destination des créateurs – repreneurs d'entreprises.

- Le conseil communautaire unanime approuve les propositions de subvention 2012 en y intégrant la subvention de 3 000 € à Commerce et Savoir Faire.

3/ Personnel communautaire.

3.1/ Chèques déjeuners.

- Francis Charvet rappelle que, par délibération du 21 septembre 2011, le conseil communautaire a approuvé le principe d'attribution au personnel communautaire de chèques déjeuners en adhérant au marché public lancé par le centre départemental de gestion et attribué à « Chèques Déjeuners ».

Les principes suivants ont été retenus : valeur de 6 € par ticket restaurant avec participation employeur de 50 %. Le coût annuel pour la CCPR pourrait être de l'ordre de 60 000 € si tous les agents souscrivaient à ce dispositif au maximum des possibilités offertes.

- Le conseil communautaire unanime approuve le règlement intérieur qui était joint à la note de synthèse et qui a reçu l'avis favorable du CTP le 19 juin.

3.2/ Contrat cadre d'action sociale.

Francis Charvet expose que le décret du 8 novembre 2011 a réglementé les possibilités de cofinancement des « complémentaires santé » et « garantie maintien des salaires » des agents territoriaux.

La participation financière de l'employeur reste facultative, mais les collectivités qui décident de cofinancer doivent respecter le cadre fixé par le décret : les employeurs territoriaux peuvent ainsi choisir soit la « complémentaire santé », soit la « garantie maintien de salaire », soit ces deux risques.

Deux procédures sont alors possibles (pour chacun de ces deux risques) :

- La « labellisation » (les agents choisissent librement un contrat labellisé au niveau national)
- La « convention de participation », conclue avec une mutuelle désignée après mise en concurrence, soit directement par la collectivité, soit en mandant le Cdg.

Pour les collectivités qui cofinancent actuellement la protection sociale, ce qui est le cas de la CCPR (à raison de 25 % de la cotisation), la mise en conformité avec le décret est impérative, au plus tard pour la date d'échéance du contrat existant. Et la participation doit désormais être libellée en euros, et non plus en pourcentage.

Une mise en concurrence a été lancée par le Cdg38, pour un choix des prestataires début juillet et une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2013. Ce mandatement ne constitue pas un engagement ferme, mais concrétise la possibilité de bénéficier du travail réalisé : le choix final appartiendra en septembre prochain à chaque collectivité, après avoir pris connaissance du prestataire retenu, des garanties offertes, des tarifs, etc. Les agents communautaires pourront adhérer à tout ou partie des lots auxquels aura adhéré la CCPR. Le contrat conclu par le centre départemental de gestion aura une durée de 6 ans avec effet à compter du 1^{er} janvier 2013.

Le conseil communautaire unanime approuve l'intégration de la CCPR dans la mise en concurrence lancée par le Cdg38 pour les 2 risques (complémentaire santé et garantie maintien de salaire), qui a reçu un avis favorable du CTP de la CCPR dans sa réunion du 19 juin..

3.3/ Médiathèque : création de poste.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, décide la création d'un poste à temps complet d'assistant de conservation principal 1^{ère} classe afin de permettre la nomination d'un agent en poste sur ce grade d'avancement.

3.4/ Poste chargé de développement commercial : demande de subvention.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, approuve la demande de subvention auprès de Rhône Pluriel au titre de la création du poste de chargé de développement commercial. La subvention attendue du conseil général est de 4 800 €.

3.5/ Culture : création d'un poste chargé de mission.

Jean Nemoz expose que le bureau propose au conseil communautaire la création d'un poste contractuel de chargé de mission culture qui aura pour fonction de faire un point sur les activités culturelles existantes dans le pays roussillonnais et d'assister les élus dans la réflexion en cours sur les interventions possibles de la CCPR.

Ce poste contractuel reposera sur les mêmes bases que les postes créés pour le tourisme ou le commerce avec un recrutement sur la grille du cadre d'emploi des attachés.

Patrick Bédia, tout en étant d'accord sur le principe, aurait souhaité que la commission des équipements culturels se prononce sur cette création de poste. Il est répondu que cette proposition émane du groupe de travail évolution de la compétence « culture » qui intègre cette commission.

Le conseil communautaire unanime approuve cette création de poste.

4/ Marchés communautaires.

4.1/ Médiathèque : création de poste.

Francis Charvet expose que le marché en cours se termine le 31.12.2012. Il est proposé de lancer une nouvelle consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour une durée de 4 ans commençant à courir le 1^{er} janvier 2013.

Le marché est alloté comme suit. Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un maximum de commande uniquement. Les montants donnés s'entendent sur la durée totale du marché.

Lot N°	Objet du lot	Montant maximum (HT)
Lot 1	Littérature générale adulte : fictions et documentaires	64 000 €
Lot 2	Ouvrages de fonds : fictions et documentaires jeunesse	34 000 €
Lot 3	Office de nouveautés jeunesse	56 000 €
Lot 4	Bandes dessinées adultes et jeunesse	24 000 €
Lot 5	Imprimés adultes et neufs à prix réduits	18 000 €
Lot 6	CD	62 000 €
Lot 7	DVD	62 000 €

Le conseil communautaire unanime approuve ce marché et autorise sa signature par le Président à l'issue de la procédure d'appel d'offres.

4.2/ Marché traitement par incinération des ordures ménagères résiduelles de la CCPR.

Francis Charvet expose que le marché actuel de traitement des ordures ménagères résiduelles (OMR) arrive à échéance le 31.08.2012. L'incinération reste le principal mode de traitement des OMR du fait de la fermeture progressive des centres d'enfouissements qui sont réservés au stockage des seuls déchets ultimes. Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 13.03.2012 pour l'attribution d'un nouveau marché. 7 entreprises ont retiré un dossier de consultation mais seule l'entreprise TREDI de Salaise sur Sanne a déposé une offre. La commission d'appel d'offres a tenu 2 réunions les 25 avril et 09 mai 2012.

Elle a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise TREDI qui propose de réaliser ce service dans son centre d'incinération de Salaise sur Sanne au prix de 74,80 € HT / tonne + TGAP (actuellement 6,40 € HT / tonne) + TVA (actuellement 7 %). Le tarif actuel est de 64 € HT / tonne ; on enregistre une hausse de 16,87 %. Pour un tonnage estimatif d'OMR de 11 160 tonnes, on obtient un coût prévisionnel de 834 768 € HT et de 969 625 € TTC, TGAP comprise.

Le conseil communautaire unanime autorise la signature du marché par le Président.

4.3/ Marchés communautaires : compte-rendu des décisions prises par délégation.

Par délibération du 25 novembre 2009 modifiée par délibération du 17 novembre 2010, le conseil communautaire a donné diverses délégations au Président, conformément aux articles L 2122-23 et L 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Francis Charvet rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

- Marché à bons de commande pour un marché de signalisation horizontale - DSR, pour un montant annuel maximum de 287 040 € TTC.
- Avenant n°1 au marché d'assainissement de plateforme - GMTP - Suppression de la retenue de garantie. Sans incidence financière.
- Marché d'aménagement du rez de chaussée pour les locaux de la CCPR - Lot 5 : chauffage - MARTIN, pour un montant de 14 060,18 € TTC.
- Avenant n°2 au marché de mission d'accompagnement à l'évolution de la maison de Pays du Pays Roussillonnais : TER.3 - Mise en place d'un suivi dans le montage d'une régie personnalisée à autonomie financière gérant un service public administratif, pour un montant de 2 250 € HT, soit un impact financier de 14,71 % par rapport au montant initial du marché.

- Marché d'aménagement du carrefour du Colombier (RD4-VC1) - Parking cars Collège Frédéric Mistral - Commune de Saint Maurice l'Exil - EIFFAGE, pour un montant de 573 678,38 € TTC.
- Marché pour le remplacement de la masse filtrante des 4 filtres du centre aquatique Aqualône - ECD, pour un montant de 36 365,58 € TTC.
- Autre décision prise par délégation : délégation de fonctions et signature à Mme Nicole Bernard, 8^{ème} vice-présidente déléguée aux équipements sportifs communautaires.

5/ Aire d'accueil des gens du voyage : acquisition foncière.

Marcel Berthouard expose que les terrains d'emprise de l'aire d'accueil des gens du voyage située à Sablons sont la propriété de la commune. Il est proposé au conseil communautaire l'acquisition des parcelles cadastrées ZA 523, 524, 526, d'une surface totale de 3 572 m², au prix de l'avis de France Domaine du 2 mai 2012 soit 13 000 €. Le conseil communautaire unanime donne son accord.

6/ Parking gare SNCF Saint Clair du Rhône - Les Roches de Condrieu : acquisitions foncières.

Jean Nemoz et Christine Masson présentent au conseil communautaire le projet d'acquisition d'un ensemble de parcelles situées à proximité de la gare SNCF Saint Clair du Rhône - Les Roches de Condrieu, le long de la RD4, aux fins d'aménagement d'un parking d'une capacité estimative de 350 places.

Cet ensemble foncier se compose des parcelles suivantes :

- AB 104 : 4 658 m² propriété du GIE Casper
- AB 132 : 1 999 m² propriété de Rhodia Chimie
- AB 252 : 820 m² propriété de Rhodia Chimie
- AB 253 : 191 m² propriété du département de l'Isère

Ces parcelles seraient acquises au prix global de 100 000 € conforme à l'avis de France Domaine du 2 mai 2012.

- Christine Masson expose que cette opération est éligible aux aides du CDPRA Rhône Pluriel.
- En réponse à Yves Schricke, Frédéric Bonneau précise que ce projet intègre une opération de sécurité avec la traversée de la RD4. Un comité de pilotage, avec présentation de l'avant projet définitif des travaux – du projet de convention – du plan de financement, est programmé pour fin septembre, début octobre.
- Patrick Bédiaat évoque la présence d'un arrêt bus à proximité de cet aménagement qui pourrait être pris en compte dans ce projet. Il est précisé que celui-ci est proche de feux tricolores.

Le conseil communautaire unanime approuve ces différentes acquisitions foncières.

7/ Télétransmission des actes au contrôle de légalité : adhésion au dispositif ACTES.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, décide l'adhésion de la CCPR au dispositif ACTES pour la transmission au contrôle de légalité des actes simples (délibérations, arrêtés, ...) et des actes budgétaires. Il conviendra de recourir aux services d'un tiers de télétransmission homologué par le ministère de l'intérieur et de signer une convention avec la Préfecture.

8/ Décisions modificatives budgétaires.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, approuve les DM suivants :

8.1/ DM1 au budget général.

La DM1 au budget général intègre 3 opérations :

- * L'attribution d'un crédit complémentaire de 195 000 € au compte 73925 afin de prendre en charge les participations communales au FPIC sur les bases précédemment exposées si la proposition du bureau est retenue par le conseil communautaire.

Cette dépense supplémentaire est compensée par un retrait sur le virement de la section de fonctionnement (comptes 023 et 021) et une hausse de l'emprunt de ce montant de 195 000 €.

- * L'inscription d'un crédit de 4 000 € au compte 6817 (dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs) afin d'anticiper une créance douteuse portant sur la vente de matières issues du tri sélectif. Cette dépense est compensée par un retrait du même montant au compte 64111 (rémunération personnel titulaire).
- * L'inscription d'un crédit complémentaire de 2 000 € aux comptes 4581111 et 4582111 Carrefour Paul Eluard à Roussillon.

8.2/ DM1 au budget annexe Rhône Varèze.

L'inscription d'un crédit de 200 € au compte 6711 (intérêts moratoires et pénalités sur marchés) compensé par un retrait du même montant sur le compte 61523 (entretien voies et réseaux) afin de régler une pénalité pour versement tardif de TVA sur une vente de terrain.

9/ Régie de recettes.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, décide la suppression de la régie d'avances (dépenses) de la médiathèque communautaire qui n'est pas utilisée.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

**Le Président,
F. CHARVET**